

Animation du Portail « Droit et Gouvernance »  
BULLETIN PUBLICATIONS  
1<sup>er</sup> - 31 mai 2012



l'énergie et de l'environnement  
cophonie



**Association pour la promotion du droit international\***

Centre de droit international

15 quai Claude Bernard

69007 LYON

Tel : 04 78 78 73 52

Fax : 04 26 31 85 24

[apdi.lyon@gmail.com](mailto:apdi.lyon@gmail.com)

---

\* Bulletin rédigé par Guy-Fleury NTWARI, ATER au Centre de droit international de l'Université Lyon 3

## SOMMAIRE

<b>1- PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES .....</b>	<b>3</b>
<b>2- PUBLICATIONS OFFICIELLES.....</b>	<b>5</b>
<b>3- PRESSE.....</b>	<b>7</b>

## 1- Publications universitaires

### ✓ Parutions d'ouvrages

#### ✓ Ouvrage de Gérard Mairet intitulé *Nature et souveraineté*

Publié aux éditions Presses de Sciences Po dans la collection La bibliothèque du citoyen, cet ouvrage est paru en avril 2012. Selon l'auteur, « le présupposé éthique et politique de la modernité veut que la « nature » soit extérieure aux humains. Les hommes la considèrent comme leur « environnement », comme si les choses de la nature étaient conçues aux seules fins de les servir. Telle est l'origine de la crise écologique de notre temps ». Par conséquent il estime que « l'État moderne résulte d'un prétendu droit selon lequel nous devons nous organiser en vue de la lutte contre la nature et non d'une vie en harmonie avec elle. Ainsi pensée, la nature n'est plus qu'un vaste magasin où nous puisons notre nourriture. Quant à sa « valorisation », elle se réduit à la marchandisation capitaliste de ses ressources ». Pour faire face à cette crise écologique, il faut dès lors « requalifier les fondements politiques et moraux de nos façons de penser et d'agir, et substituer au droit naturel un droit biotique permettant une réforme radicale de la relation qu'entretiennent la cité des hommes et la nature. Car, en réalité, la crise n'est pas écologique mais politique : c'est celle des fondements essentiels de la cité. Plutôt qu'une politique des hommes sur les choses de la nature, il nous faut concevoir une cosmopolitique de la nature ».

Lien mediaterre : <http://www.mediaterre.org/actu,20120520115540,1.html>

#### ✓ Ouvrage collectif intitulé *La non régression en droit de l'environnement*

Publié en avril 2012 aux éditions Bruylant, cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif d'un groupe de recherche franco-argentin dirigé par les professeurs Michel Prieur (CRIDEAU-OMIJ et CIDCE, Limoges) et Gonzalo Sozzo (Université du Littoral Santa Fe). Selon la présentation faite par l'éditeur, cet ouvrage démontre en quoi le principe de non régression en droit de l'environnement est novateur en s'appuyant sur de nombreux fondements internationaux en liens étroits avec le droit international des droits de l'homme et le droit international de l'environnement. Puis une étude de droit comparé montre que ce nouveau principe de droit de l'environnement, encore trop souvent ignoré dans les droits nationaux, fait néanmoins son apparition en Amérique du nord et du sud et dans plusieurs jurisprudences dans certains pays d'Europe.

Source : LGDJ

Lien mediaterre : <http://www.mediaterre.org/actu,20120520115547,1.html>

✓ **Parution de revues/articles :**

✓ **Le numero 2/2012 de la revue Jurim pratique**

Edité chez Larcier, ce 2ème numéro de la revue Jurim Pratique (intitulé également Revue pratique de l'immobilier) est consacré au thème des « Certificats et accessoires de l'immeuble » ; et fait le point sur l'ensemble du droit de l'environnement en matière de contrats immobiliers.

Dans l'éditorial, le rédacteur en chef, rappelle que « depuis plus de 50 ans, les préoccupations environnementales et écologiques ont pris une telle ampleur dans le quotidien que le concept [de certification] n'est pas limité uniquement à l'environnement mais vise à l'harmonisation des activités humaines avec l'environnement.

**Lien mediaterre :** <http://www.mediaterre.org/actu,20120515091503,1.html>

✓ **Publication des actes du colloque consacré aux Energies renouvelables dans la revue Droit de l'environnement**

Un colloque consacré aux Energies renouvelables avait eu lieu le 30 septembre 2011 à la Faculté de Droit et de Science politique de Clermont-Ferrand ; ce sont donc les actes de ce colloque ont été publiés dans un numéro hors-série d'avril 2012 de la revue Droit de l'environnement.

**Lien mediaterre :** <http://www.mediaterre.org/france/actu,20120526161210.html>

✓ **Publication d'un article intitulé « Comment se nourrira la planète en 2050 ? » dans la revue Agronomie Environnement et Sociétés**

Cet article a été écrit par Sébastien Treyer et publié en janvier 2012 dans le premier volume, numero2-3, de la revue Agronomie Environnement et Sociétés. Le résumé proposé par l'auteur est le suivant :

« Alors que les perspectives sur l'avenir de l'agriculture et l'alimentation dans le monde continuent de se multiplier, cet article présente le point de vue personnel de l'un des coordonnateurs d'Agrimonde, plus de deux ans après la première publication des résultats de cet exercice. Il propose un regard rétrospectif sur les spécificités de cette démarche, et notamment la mobilisation d'un cadre quantitatif permettant la transparence sur des hypothèses explicites d'évolution des rendements et des consommations, permettant d'explorer des scénarios de rupture. Il propose également une lecture des points saillants des résultats obtenus, et donne de premiers indices des impacts qui peuvent être attendus de tels exercices de prospective, en particulier pour introduire de nouvelles questions telles que la gestion de la demande au sein d'un débat auparavant très centré sur la production agricole ».

**Pour lire l'intégralité de l'article :** <http://www.agronomie.asso.fr/carrefour-inter-professionnel/evenements-de-lafa/revue-en-ligne/revue-aes-vol1-n2-decembre-2011/revue-aes-vol1-n2-3/>

## 2- Publications officielles

### ✓ Publication d'un rapport de l'OMS et de l'ONU-eau sur l'assainissement de l'eau

Selon ce rapport intitulé « Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS). Le défi: l'extension et le maintien des services », entre 1990 et 2010, plus de deux milliards de personnes ont profité d'un accès à des points d'eau améliorés et 1,8 milliard à des installations d'assainissement améliorées.

Ce rapport montre, cependant, que dans de nombreux pays, les politiques et les programmes sous-évaluent les ressources financières nécessaires et le développement des ressources humaines indispensable pour maintenir les infrastructures existantes et pour élargir l'accès aux services d'assainissement, d'alimentation en eau potable et d'hygiène. Le rapport attire donc l'attention sur le danger d'un dérapage par rapport à la cible fixée pour les objectifs du Millénaire pour le développement est réel.

Lien mediaterre : <http://www.mediaterre.org/actu,20120526161245,1.html>

### ✓ Publication d'un rapport de la Banque mondiale intitulé « Cadre de Gestion Environnemental et Social»

Le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) sera réalisé dans la perspective d'un projet de développement des micro, petites et moyennes entreprises au Maroc ; un projet financé par la Banque mondiale à hauteur de 50 millions de \$. Or, la Banque mondiale (BM), dans l'application de ses politiques environnementales, doit s'assurer que ses prêts et investissements n'entraînent pas de dommages à l'environnement et aux communautés

Les objectifs spécifiques de ce CGES sera: 1) Établir des procédures et des méthodologies pour l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre des prêts et garanties aux micro-entreprises, petites et moyennes entreprises (MPME) qui seront financés dans le cadre du projet;

2) Clarifier les rôles et les responsabilités de la Banque mondiale, la Caisse Centrale de Garantie (CCG) des établissements de crédit et des entreprises, et

3) Déterminer les besoins de formation, le renforcement des capacités et d'assistance technique pour une bonne mise en œuvre du CGES.

Au niveau de la Banque mondiale, on reconnaît que les petites entreprises ont souvent peu ou pas d'impact négatif sur l'environnement, cependant, certains impacts sur l'environnement peuvent se produire et les effets cumulatifs de l'ensemble de l'opération pourraient être significatifs.

En outre, les questions de travail (travail des enfants, la santé et la sécurité des travailleurs), s'il n'est pas géré de manière adéquate, pourrait également poser un risque pour la réputation de la Banque.

Lien mediaterre : <http://www.mediaterre.org/actu,20120515091510,1.html>

### ✓ Publication d'un rapport intitulé La réduction des risques des catastrophes et adaptation au changement climatique dans le Pacifique: une analyse institutionnelle et politique

Cette étude fournit une analyse du niveau actuel de l'intégration de la réduction des risques des catastrophes (RRC) et adaptation au changement climatique (ACC) dans la région, en mettant l'accent sur la politique et l'environnement institutionnel.

Le rapport décrit certains des obstacles à l'intégration et fait des recommandations sur la façon dont ils peuvent être pris en compte. L'analyse présentée comprend sept pays insulaires du Pacifique (Iles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Palau, Samoa, Tonga et Vanuatu). Les

pays analysés sont typiques en termes de faible niveau actuel de l'intégration de la RRC et le rapport ACC.

Source : Nations unies/Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (SIPC)

**Lien mediaterre :** <http://www.mediaterre.org/actu,20120520115533,1.html>

✓ **Publication d'un rapport sur le bilan environnemental du gouvernement du Québec**

La publication de ce rapport a suscité beaucoup de réactions dans la presse et dans la société civile engagée dans la défense de l'environnement. Pour le quotidien canadien Lapresse.ca, ce rapport critique épingle des « Données incomplètes ou erronées, reddition des comptes déficiente, objectif de réduction des gaz à effet de serre (GES) qui risque de ne pas être atteint en 2012 » tandis que l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) considère « que le gouvernement du Québec mérite un blâme sérieux après cinq ans de tergiversations en matière de développement durable ».

Pour une vue de l'intégralité du rapport: [http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr\\_publications/fr\\_rapport-annuel/fr\\_2011-2012-CDD/fr\\_Rapport2011-2012-CDD.pdf](http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2011-2012-CDD/fr_Rapport2011-2012-CDD.pdf)

Pour une vue résumée du rapport (les faits saillants): [http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr\\_publications/fr\\_rapport-annuel/fr\\_2011-2012-CDD/fr\\_Rapport2011-2012-CDD-Faits-saillants.pdf](http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2011-2012-CDD/fr_Rapport2011-2012-CDD-Faits-saillants.pdf)

Pour lire l'article de Lapresse.ca : <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201205/02/01-4521105-le-bilan-environnemental-du-gouvernement-charest-critique.php>

Pour lire le communiqué de presse de l'AQLPA : <http://www.aqlpa.com/actualites/communiques/393-laqlpa-reagit-au-rapport-du-commissaire-au-developpement-durable.html>

✓ **Publication d'une étude de l'OCDE intitulée Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction (mars 2012)**

L'OCDE vient de publier une étude intitulée « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction ». S'appuyant sur les travaux de modélisation menés conjointement par l'OCDE et l'Agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas (PBL), l'étude se projette à l'horizon 2050 en s'interrogeant, à la lumière des tendances économiques et démographiques, sur les possibles répercussions sur l'environnement si le monde n'adoptait pas de politiques vertes plus ambitieuses. Cette étude constitue en réalité une suite d'une précédente étude publiée en 2008 (intitulée Perspectives de l'environnement à l'horizon 2030) et qui avait déjà identifié une série de 4 défis majeurs (à savoir le changement climatique, la biodiversité, l'eau, la santé et l'environnement) qui nécessitaient une attention urgente.

**Pour consulter le rapport au complet (version anglaise) :** [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/oecd-environmental-outlook-to-2050\\_9789264122246-en](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/oecd-environmental-outlook-to-2050_9789264122246-en)

**Pour consulter la synthèse du rapport :** <http://www.oecd.org/dataoecd/54/8/49884240.pdf>

### 3- Presse

- ✓ **Parution d'un article sur les premières estimations des doses de radiations reçues en un an par les Japonais, suite à l'accident de Fukushima**

Dans cet article rédigé par Cécile Dumas et paru sur le site sciences et nature, l'auteure y analyse, sur base des travaux de deux agences onusiennes (l'OMS et le Comité scientifique des Nations Unies pour les effets des radiations atomiques) les premières estimations des doses de radiations reçues en une année au Japon -et à l'extérieur du Japon-suite à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi du 12 mars 2011.

Selon l'auteure, ces estimations sont plutôt rassurantes bien qu'elle précise que le travail de suivi et d'évaluation est loin d'être achevé.

**Lien mediaterre :** <http://www.mediaterre.org/actu,20120526161025,1.html>

- ✓ **Un article sur des thons rouges contaminés par la radioactivité de Fukushima**

Le journal lemonde publie un un article qui évoque une étude américaine en ligne dans la revue « Proceedings of the National Academy of Sciences ». Selon les auteurs de cette étude, « Ces résultats indiquent que le thon rouge du Pacifique peut transporter rapidement des radionucléides d'un point au Japon vers des écorégions éloignées et démontrent l'importance des animaux migrateurs en tant que vecteurs de transport »

**Lien vers l'article du journal Le monde :**  
[http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/29/des-thons-rouges-contaminees-par-la-radioactivite-de-fukushima\\_1708696\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/29/des-thons-rouges-contaminees-par-la-radioactivite-de-fukushima_1708696_3244.html)